

RÉSOLUTION : CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT, RÈGLES POUR UNE PLACE FINANCIÈRE SÛRE ET DURABLE

++++ Assemblée des délégué-e-s du 25 mars 2023++++

Alors que la crise climatique et l'érosion de la biodiversité s'accroissent inexorablement et menacent nos conditions existentielles, le Conseil fédéral et la Banque nationale dépensent 209 milliards de francs en garanties étatiques et aides de trésorerie pour la fusion de deux des agents majeurs suisses du changement climatique. 15 ans après l'UBS, le Credit Suisse, deuxième plus grande banque suisse, est sauvée par les contribuables. Les règlements relatifs aux banques d'importance systémique ont échoué, simplement parce que le Conseil fédéral ne les a même pas appliqués dans ses décisions du droit d'urgence. Ignorance et irresponsabilité des hautes sphères de la place financière ont précipité la grande banque dans le gouffre. La politique bourgeoise en a été le témoin les bras ballants, assurant toujours que le marché allait résoudre les problèmes. Comme si souvent, la collectivité paie pour l'avidité et la défaillance des protagonistes privés, à coups de garanties et aides étatiques à hauteur de 209 milliards de francs. [Soit 3,5 fois l'argent dont la Suisse aurait besoin – selon les calculs de la Confédération – pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone d'ici 2050 !](#)

Quelle incurie ! Trois ans après le sauvetage des compagnies aériennes, on accorde à nouveau des aides étatiques à des entreprises hautement responsables du réchauffement climatique. Le soutien à la fusion de l'UBS et du CS n'est assorti d'aucune condition pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de leurs placements. Or, c'est impératif, car la place financière suisse est responsable de 14 à 18 fois plus d'émissions que l'ensemble du territoire suisse. [Entre 2016 et 2020, le Credit Suisse et l'UBS ont investi ensemble env. 120 milliards de francs dans l'industrie fossile.](#) C'est dire le puissant levier que possède la place financière suisse, de premier plan au niveau international, pour lutter contre le réchauffement climatique, la pollution environnementale et l'érosion de la biodiversité. Il n'y a qu'une possibilité d'effectuer le tournant écologique : la place financière doit devenir rapidement durable. La place financière suisse doit être réorientée pour encourager une évolution socio-économiquement durable, en s'alignant sur les 17 objectifs du développement durable de l'ONU. Une

place financière suisse d'avenir est Verte, comme les VERT-E-S l'ont montré dans leur prise de position de 2022 déjà.

CS ET UBS : LIMITER LES RISQUES – PROTÉGER LE CLIMAT

De nouvelles règles sont nécessaires pour contrôler les risques climatiques de la place financière :

- une sortie des énergies fossiles : à elles seules, l'UBS et le Credit Suisse sont responsable chaque année de plus d'émissions que l'ensemble de la Suisse, en finançant le secteur du charbon et pétro-gazier. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) l'a réaffirmé cette semaine : nous devons agir maintenant, rapidement et rigoureusement, si nous voulons encore atteindre l'objectif de 1,5°C. Sauver une banque sans poser de conditions quant à la protection climatique est un crime pour l'avenir de la planète et les générations futures.
- une économie réelle pour une évolution durable : nous avons besoin d'un marché financier durable, axé sur l'économie réelle et ayant des conséquences positives pour la population et l'environnement. Le reste est à délocaliser dans un casino pour personnes fortunées, où l'on joue avec des produits fictifs. Il faut des prestations financières qui servent à l'économie réelle et au développement durable, notamment des produits et des crédits pour financer le tournant écologique de l'économie et de la société.

De gros risques systémiques et culturels entachent la place financière suisse, que le nouveau géant UBS va aggraver. Les VERT-E-S requièrent des mesures pour redimensionner les banques mammoths et y insuffler une nouvelle culture d'entreprise :

- une meilleure affaire pour les contribuables : on fait de la nouvelle méga-UBS, dont le bilan sera deux fois plus grand que le produit intérieur brut suisse, un monstre bancaire, ses risques étant à l'avenant. L'économie suisse serait complètement dépendante de cette méga-UBS, face à laquelle la politique et les organes régulateurs ne pourraient guère agir et s'imposer. La Confédération a fait une mauvaise affaire, en ne supportant que des risques, sans pouvoir participer à un éventuel succès. Une meilleure affaire consiste à examiner s'il serait encore possible que l'État gère temporairement le Credit Suisse ou certains de ses départements.
- un système de banques spécialisées : les risques des activités bancaires ne doivent plus être reportés sur les petit-e-s épargnant-e-s ou l'État. L'enchevêtrement des différents secteurs d'activité des grosses banques suisses est une menace pour la stabilité politico-économique suisse. Impossible de calculer les risques d'une banque d'investissement ni pour l'économie suisse ni pour les banques. Raison pour laquelle

notre pays devra instaurer un système de banques spécialisées, comme le demandaient les VERT-E-S en 2011 déjà, mais que le PLR, le PDC et les Vert'libéraux ont refusé.

- une autre culture d'entreprise : la chute du Credit Suisse est la conséquence de plusieurs années de mauvaise gestion, que les contribuables – et non les cadres bancaires – devront à nouveau endosser. En 2021 déjà, les VERT-E-S ont déposé un postulat pour demander que le Conseil fédéral fasse sans délai des propositions pour mettre fin à la culture d'irresponsabilité collective du secteur financier. Seule manière de restaurer la compétitivité et la crédibilité de la place financière suisse.

Ces trois dernières années ont été marquées par des crises inhabituelles : la pandémie due au COVID-19 a bouleversé notre quotidien durant deux ans, la guerre en Ukraine a ébranlé la paix en Europe, la Confédération sauve le Credit Suisse à coups de milliards des contribuables. Mais qu'en est-il de la plus grande des crises, qui a pour conséquences pandémies, guerre et pertes patrimoniales ? Les extrêmes météorologiques se multiplient sur la planète et chez nous : aux inondations de l'été 2021, ont succédé – une année et demie plus tard – des canicules et sécheresses inhabituelles persistantes. Le réchauffement climatique, le pillage de la nature et la lutte autour des matières premières sont à la racine d'autres crises. Nous devons nous attaquer à la racine des problèmes et créer une société et une économie plus résilientes. Cela commence en assurant nos conditions existentielles grâce à la protection du climat et de la biodiversité. Changer le système, pas le climat : l'économie a pour tâche de créer une prospérité réelle. Les activités entrepreneuriales doivent y contribuer et non contrecarrer cet objectif en détruisant nos conditions existentielles. Car seul un tournant écologique peut fonder un avenir où il fait bon vivre pour tout le monde.